

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Benvic Europe SAS

57 Avenue de Tavaux
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2024-309
Code AIOT : 0005401758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement Benvic Europe SAS implanté 57 Avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Elle a consisté à veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Benvic Europe SAS
- 57 Avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BENVIC, implantée sur la commune de Chevigny-Saint-Sauveur, conçoit et fabrique des mélanges et alliages vinyliques sous forme de poudres et de granulés de polychlorure de vinyle et polychlorure de vinylidène.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des attendus de l'arrêté du 20 juin 2023 et a entrepris les démarches pour répondre aux prescriptions. Néanmoins les campagnes d'analyses, actuellement en cours de réalisation, ont été enclenchées avec du retard par rapport au calendrier imposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une extraction issue de sa base de données matières premières et produits. La liste porte sur les matières premières qui entrent dans la fabrication des produits élaborés sur site, les produits utilisés par la maintenance, les produits finis en attente d'expédition et les</p>

produits en cours d'analyse au laboratoire.

La liste obtenue mentionne un numéro d'identification interne au logiciel de gestion de l'exploitant, sa désignation et/ou son nom commercial, le fabricant. La consultation d'une ligne donne le détail de la composition chimique.

La base de données est alimentée à partir des fiches de données de sécurité. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la mise à jour de la base de données est faite suite à information par les fournisseurs. Une alerte est alors transmise au responsable QHSE.

La liste fait ressortir 2 substances PFAS actuellement utilisées ou stockées sur site :

- un lubrifiant sous forme d'aérosol contenant entre 10 et 20 % de PFAS. L'exploitant indique l'utiliser pour le nettoyage de pièces, appliqué au chiffon et consommé à hauteur de quelques récipients en 2023.
- une matière première qui entre dans le processus de fabrication des produits finis de l'exploitant. L'exploitant a indiqué que la matière en question contient moins de 0,4 % de substance PFAS et est elle-même utilisée à moins de 1% en proportion du produit finis.

Les autres matières premières et produits identifiés dans la liste contenant des substances PFAS, ne sont actuellement plus utilisés sur le site. Cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la période d'utilisation de ces produits le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'historique n'a pas été archivé avant l'existence de l'arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera la procédure de mise à jour des fiches matière de l'ensemble des produits présents sur site et notamment la mise à jour pour les substances PFAS.

L'exploitant identifiera les anciennes substances PFAS ayant pu être utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il les mentionnera dans la liste des substances PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

<p>L'exploitant a fait réaliser des prélèvements et des analyses sur l'ensemble des points de rejet de son site (2 points de rejets) :</p> <ul style="list-style-type: none"> le point de rejet général des eaux pluviales de la voirie, collectées par les bouches d'égout du site. le point de rejet des eaux pluviales collectées sur la toiture du magasin de stockage. Le rejet se fait au milieu naturel dans un fossé. Le prélèvement a été fait en sortie de buse, avant le fossé. <p>Les trois campagnes de mesures devaient être réalisées sur les mois de septembre à novembre 2023. L'exploitant les a réalisées en mars, avril et mai 2024. L'ensemble des paramètres obligatoires ont été analysés (20 PFAS, AOF, 8 PFAS facultatifs). L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que ce retard est consécutif à une mauvaise interprétation de la prescription concernant l'analyse des eaux pluviales.</p> <p>Les résultats d'analyse des 3 campagnes, sur l'ensemble des 2 points de rejets, font état de la présence de quelques PFAS parmi les 28 substances analysées, à des concentrations totales inférieures à 1 µg/L.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et analyses ont été réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère de la Transition Ecologique et accrédité COFRAC pour les paramètres PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres</p>

<p>effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés au niveau de l'ensemble des 2 points rejets d'eaux pluviales (Prélèvement instantané, prise d'un échantillon unique, selon la méthode normalisée de référence pour l'échantillonnage des rejets aqueux : FD T 90-523-2).</p> <p>L'exploitant a indiqué que les rejets concernant les eaux pluviales ne sont pas continus. Le prélèvement sur 24 h n'était donc pas réalisable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification mentionnées dans les rapports d'analyses sont conformes aux prescriptions de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

Les résultats des 3 campagnes ont été transmis sur GIDAF par l'exploitant entre le 24 juin et le 10 juillet 2024.

Non-conformité : L'exploitant n'a pas respecté les délais de restitution des résultats. Le jour de l'inspection, les résultats de la dernière campagne d'analyses n'étaient pas encore disponibles.

Le 10 juillet 2024, l'exploitant a transmis les résultats de la dernière campagne d'analyse sur GIDAF, permettant ainsi de revenir à une situation conforme.

Type de suites proposées : Sans suite